



**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

Préfecture

Marseille, le **09 MAI 2016**

Direction des Collectivités Locales et du  
Développement Durable

Bureau des Installations Classées pour  
La Protection de l'Environnement

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI  
Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Tél. : 04.84.35.42.71  
Dossier n° **94** -2016 SANC MD

**Arrêté portant mise en demeure  
à l'encontre de la société EPUR MEDITERRANEE  
concernant le site de GIGNAC LA NERTHE**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

**VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L171-8, L.511-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 71-2004 A délivré le 5 juillet 2005 à la société EPUR MEDITERRANEE pour l'exploitation d'un centre de gestion de déchets sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe - Quartier de l'Aiguille ;

**VU** les rapports d'incident relatifs aux incendies des 3, 8 et 20 avril 2016 transmis par la société EPUR à l'Inspection des Installations Classées ;

**VU** les visites d'inspection en date du 11 avril et 20 avril 2016 ;

**VU** le rapport établi par l'Inspection des Installations Classées en date du 21 avril 2016 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 11 avril 2016 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'installation est exploitée sans respecter les prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2005 (constat de l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie requis) ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône ;

.../...

## ARRETE

### Article 1 :

La société EPUR MEDITERRANEE, dont le siège social est situé 141 Avenue du Prado - 13008 Marseille, est mise en demeure, pour son installation sise quartier de l'Aiguille à Gignac la Nerthe, de respecter les prescriptions de l'article 7.6.4 l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2005 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place :

- un poteau d'eau incendie protégé contre le gel de diamètre 100 mm et assurant un débit minimum de 75 m<sup>3</sup>/h,
- un poteau d'eau incendie protégé contre le gel de diamètre 140 mm, situé à moins de 40 m de l'entrée de l'établissement, et assurant un débit minimum de 330 m<sup>3</sup>/h,
- deux RIA hydro mousse dans le hangar « DIB »,
- une réserve de 1 m<sup>3</sup> de sable meuble, protégée des intempéries, avec un moyen de projection disposée au centre de l'installation.

### Article 2 :

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

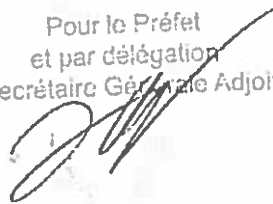
### Article 3 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de la commune de Gignac la Nerthe,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER